

MILANNGES RELIGIEUX,

POLITIKES, COMMERCIAUX ET LITTERAIRES.

Vol. XII. Montreal, Mardi 12 Decembre 1848. No. 26.

LETTRE

DE M. DE MONTALEMBERT.

(L'Ami de la Religion de Paris.)

MESSEURS,

Après avoir long-temps réfléchi, long-temps examiné notre situation, je sens que j'obéis à la voix d'un devoir, et ce devoir je viens l'accomplir, non pas certes dans un esprit de lutte ou d'animosité, mais au contraire avec la ferme résolution de ne pas dépasser les bornes d'un avertissement fraternel.

Pendant que je signalais dernièrement les principes aberrations qui menacent aujourd'hui l'ordre social et l'avenir de la France, il s'élevait au fond de mon cœur une question que je me suis souvent faite depuis six mois, et qui doit enfin se poser publiquement.

Pourquoi faut-il que de telles aberrations aient rencontré parmi nous, non pas certes des complaisances, mais quelquefois des dupes, et plus souvent encore des instruments involontaires ?

Pourquoi faut-il que des hommes, dont plusieurs sont chers aux Catholiques par leurs vertus, leur caractère, leurs talents et leur éloquence, aient eu pouvoir, afin de mieux servir les intérêts de la démocratie à laquelle ils se sont voués, préter un concours indirect à la propagation de quelques-unes de ces funestes erreurs ?

On le sait ; une école s'est produite parmi nous, depuis la révolution de février, qui semble avoir couvert de son indulgence, quelquefois même de sa sympathie, les nouveaux réformateurs de l'état social, et qui chaque jour reçoit en échange les éloges et les compliments de leurs organes. Dans la presse, à la tribune, dans la chaire même, un langage nouveau a été tenu, et n'a pas toujours été compris ou approuvé par la majorité des catholiques. Je crois fermement qu'il n'y a chez les hommes sérieux et éminents de cette école, que de simples apparences de sympathie pour l'erreur ; mais ces apparences même sont à regretter, dans un temps où la vérité a plus que jamais besoin de toute sa force et de toute sa majesté.

Pourquoi faut-il d'ailleurs que ce soient des catholiques qui nous aient donné un nouvel exemple de cet empressement servile et passionné qu'éprouve l'humanité à saluer les pouvoirs nouveaux, à suivre le vent de la fortune ? Hélas nous le savons ; c'est le propre de l'homme de courir le succès et de se prosterner devant la victoire. L'histoire de notre pays nous montre que la foi ne défend pas toujours de cette faiblesse les natures les plus honorées, ni les talents les plus distingués. Mais n'est-ce pas un triste spectacle que cette adulation du présent, aux dépens du passé ; que cette injuste partialité contre le malheur, contre les vaincus ; que ce besoin de sauter au cou des vainqueurs, fût-ce même au risque d'embrasser un ennemi ou un insensé ? Ne dépasser-t-on pas les limites de la prudence et de la justice, quand après avoir prodigué aux hommes nouveaux des éloges systématiques, on jette le voile du silence sur les discours incendiaires, sur les provocations coupables, afin, dit-on, de ne pas inquiéter ou diviser les républicains.

Certes, nous aimons mieux voir dans ce système un optimisme un peu puéril qu'une obéissance complaisante. Mais s'il convient de pratiquer aujourd'hui plus que jamais la loi du respect que la religion impose envers les dépositaires de l'autorité, cette loi qui a été si complètement oubliée et méconnue sous le dernier régime par un trop grand nombre d'honnêtes gens ; il faut aussi avouer qu'elle n'oblige pas à un aussi imperturbable optimisme à l'égard du pouvoir régnant. Pour en trouver un exemple aussi surprenant, il faudrait remonter assez haut ; il faudrait feuilleter les premiers volumes de l'Ami de la Religion lui-même, alors que cet Ami de la Religion et du Roi accueillait avec une joie partagée par tant de Français le retour d'une dynastie qui représentait à leurs yeux la paix et la liberté. On pouvait, il y a trente-cinq ans, concevoir, excuser et partager la confiance des royalistes de ce temps-là, en présence d'une révolution qui brisait les portes de la prison de Pie VII, et qui rendait les fils de saint Louis aux débris de la société détruite en 1789. L'histoire aura peut-être plus de peine à s'expliquer l'enthousiasme dont certains chrétiens ont salué une révolution inaugurée par l'auteur des Girondins et de la Chute d'un Ange.

Les avertissements n'ont cependant pas manqué sur la véritable portée des faits et des idées qui ont cours parmi nous. A côté de plusieurs symptômes consolants, qu'il serait injuste et indigne de nier, que de voix s'élevaient encore pour continuer la vieille guerre du siècle contre Dieu ! Il faut leur savoir gré du moins de ne pas déguiser leur pensée, de ne pas réviser leur prédication, comme ces utopistes dont nous parlions hier, d'une théologie suspecte ou hypocrite. Mais au moins sachons profiter de leur franchise pour bien comprendre où ils veulent nous mener. Qu'il me soit permis de vous en citer deux exemples significatifs.

Le projet de Constitution est précédé, comme on sait, par un préambule destiné à contenir l'exposition dogmatique des principes qu'on veut proclamer au nom de la France. Au sein de l'Assemblée, les esprits les plus sérieux et les plus élevés ont été unanimes pour repousser ce préambule ; mais il a été adopté ; et voici comment ce succès a été célébré par le National, organe avoué des principaux auteurs de la révolution et de la Constitution. « Malgré les dénégations « des sacerdotiques, l'autorité morale, qui doit présider à la « marche éternellement ascendante du genre humain, n'est « plus dans les dogmes théologiques. Le progrès est laïque « et le mouvement de la civilisation s'accomplit complète- « ment en-dehors du catholicisme... La loi théologique est « dépossédée et la loi civile s'est faite dogme à son tour... « Les constitutions sont les codes religieux des temps mo- « dernes. »

Quelques jours plus tard, un autre journal de la même couleur, l'Emancipation de Toulouse, s'exprimait ainsi : « Pleins de l'idée humaine qui a renversé l'idée divine, ap- « portons tous au banquet de la fraternité la foi sociale et « la ferveur révolutionnaire... La royauté étant vaincue

« comme l'aristocratie le naissance, travailleurs, n'ayons « qu'un adversaire, et tenons-nous en garde contre les béné- « ficiaires de l'aristocratie nouvelle : le Prêtre et le Capital. » (22 septembre 1848.)

De tels aveux, ou plutôt de telles professions de foi sont faites, ce semble, pour éclairer et pour avertir tous les hommes de foi et tous les hommes de sens. On serait inexcusable de se boucher les oreilles pour ne pas les entendre.

Quand des orateurs et des écrivains catholiques, se laissant entraîner par l'attrait de la nouveauté, ou par le désir de subvenir aux cruelles nécessités du moment, viennent défendre le droit au travail, l'impôt progressif, le papier-monnaie et autres erreurs de ce genre, on doit les plaindre, mais on peut se rassurer ; car chacun sait maintenant que sur ces points-là, la société française, telle qu'elle est actuellement représentée, ne manquera pas d'être énergiquement défendue contre de folles innovations. Et d'ailleurs ces mesures, funestes en soi, n'ont rien d'essentiellement contraire au catholicisme. Mais quand on sort du domaine de l'économie sociale et de la politique pour se transporter sur celui de la foi ou de la tradition, les appréhensions deviennent plus légitimes. Il n'est personne qui ne doive s'étonner et s'alarmer, lorsque ces orateurs ou ces écrivains nous préchent la charité en nous menaçant, non plus seulement des peines éternelles, mais de la spoliation pour l'hiver prochain ; lorsqu'ils affirment que l'aumône, la simple aumône est une humiliation pour celui qui la reçoit ; lorsqu'ils semblent frayer la voie à l'organisation de la charité par la main de l'état ; lorsqu'ils protestent contre le droit qu'a toujours eu l'église d'être propriétaire ; ou enfin lorsqu'ils proclament que le christianisme est la démocratie même, et que la république date du Calvaire.

Tout cela s'est dit ou écrit depuis quelques mois ; on me dispensera de citer les noms et les dates. Je n'ai point à dresser un acte d'accusation ; je veux seulement indiquer un écueil, où courent risque de se briser, selon mon humble opinion, des hommes que j'honore et que j'ai souvent admirés.

Leur erreur provient d'une double confusion. Ils confondent le socialisme avec la démocratie, et la démocratie avec le christianisme.

Mais le socialisme n'est pas la démocratie ; car la seule démocratie honnête et considérable qu'on ait vue dans le monde depuis la venue du Christ, la démocratie des Etats-Unis, professe pour les tendances socialistes autant d'horreur que de mépris.

Et le christianisme est encore bien moins la démocratie. Il n'est pas plus la démocratie, qu'il n'est la monarchie ou l'aristocratie. Il n'exclut aucune de ces trois formes du gouvernement temporel ; mais il est impossible de soutenir sérieusement qu'il ait plus de partialité pour l'un que pour les autres, à moins de croire qu'il n'ait changé de principe et de nature au dix-neuvième siècle. Il ne faut pas prendre les puissances sympathiques que le christianisme proclame et inspire en faveur des pauvres et des faibles, pour une conformité de principes avec le gouvernement démocratique ; ce serait commettre absolument la même erreur que ceux qui ont déduit la doctrine de l'absolutisme monarchique, du respect que l'évangile impose pour l'autorité de César.

Non, le christianisme, ou du moins l'église, qui est pour nous la seule expression complète du christianisme, n'a jamais accepté cette confusion avec les formes politiques, qu'on voudrait aujourd'hui introduire au profit du principe qui domine la société moderne.

L'église a été corbellée des bienfaits de la féodalité ; elle a été dotée, servie, défendue et honorée par les races chevaleresques comme elle ne l'a été par personne, ni avant, ni après ; et cependant, grâce au ciel, l'église ne s'est jamais identifiée avec la féodalité, et sur les ruines de celle-ci, elle s'est retrouvée debout, prête à conduire le monde à d'autres destinées.

Malgré l'autorité de Bossuet et de bien d'autres esprits du premier ordre, elle ne s'est pas non plus laissée confondre avec la royauté absolue ; et l'affaiblissement de son influence dans certains pays, par suite de son alliance trop intime avec le pouvoir monarchique, suffit pour démontrer et justifier la souveraine sagesse de sa réserve.

Croire qu'elle en agira autrement envers la démocratie moderne, ce serait donner un démenti incompréhensible à tous les souvenirs et à tous les monuments de son histoire ; ce serait dire que pendant tant de siècles d'union cordiale et féconde avec l'aristocratie et la royauté, elle n'a pas su ce qu'elle faisait, et que sa conduite a été en contradiction flagrante, perpétuelle, universelle, avec le fond de sa doctrine ! Tous les hérésiarques l'ont dit, et ont agi en conséquence ; mais nul catholique ne voudra jeter cette injure à sa mère.

Sachons donc le reconnaître : le Christianisme se prête à toutes les formes du gouvernement humain, mais il ne s'identifie avec aucune. Le Christianisme est fait pour survivre à tous les pouvoirs, tous plus ou moins fragiles, plus ou moins éphémères, même quand ils dureraient quatorze siècles, comme a duré la royauté française ! Il est ici-bas, non pas, pour progresser, pour se transformer, pour marcher avec le genre humain, comme le disent les courtisans de l'orgueilleuse humanité ; mais pour montrer la voie, pour tendre la main à cette pauvre orgueilleuse, pour la guider, la relever dans cette marche où elle trébuche bien plus souvent qu'elle n'avance.

Il a été, dès son premier jour, ce qu'il est aujourd'hui, ce qu'il sera toujours ; la vérité tout entière, la vérité infaillible, immuable, incomparable. Les vérités humaines, les vérités relatives et variables de l'ordre politique et sociale ne sont rien que par un rayon de sa vie ; mais il ne se laisse pas plus confondre avec elles, que le soleil ne se laisse confondre avec ces lumières factices éphémères qu'il nous est donné d'allumer et d'éteindre au gré de nos besoins ou de nos caprices.

Voilà ce qu'il faut proclamer et répéter sans cesse, en face de l'orgueil démesuré des pygmées de notre temps, toujours disposés à se compter pour des géants, à prendre leur impression du moment pour la loi éternelle du monde et leur découverte d'hier pour le type du grand, du beau et du vrai.

Pour moi, je ne puis me défendre de souffrir quand j'eu-

rends déclarer que le christianisme est la démocratie. J'ai passé ma jeunesse à entendre dire que le christianisme était la monarchie, et qu'on ne pouvait être bon chrétien sans croire à la royauté. J'ai lutté vingt ans, et non sans quelque succès, contre cette vieille erreur aujourd'hui dissipée. Je lutterais vingt ans encore, si Dieu me les donnait contre cette nouvelle prétention ; car je suis convaincu que ce sont deux aberrations du même ordre, deux formes de la même idolâtrie, la triste idolâtrie de la victoire, de la force et de la fortune.

Me sera-t-il permis, en terminant, de hasarder un conseil aux catholiques ? Reconnaissent-ils le droit de leur en adresser, à celui qui a si long-temps servi leur cause, et qui le premier a levé leur drapeau dans la vie parlementaire ? J'en suis sûr ; mais s'ils le veulent bien, je leur conseilerais avant tout, dans le temps où nous vivons, le calme, la réserve et la dignité. La dignité ! sans laquelle il n'est pas de liberté vraie, pas de force durable ; la dignité ! cette humble et sainte dignité de l'église, que pour ma part je me suis toujours appliqué à sauvegarder non moins que la liberté même, dans toutes nos luttes contre la politique et la philosophie de ces dernières années. Mais, qu'il me soit permis pour se maintenir dans cette voie, la première condition est d'éviter un contact trop fréquent, une alliance trop intime avec les rêvés et les emportements de nos contemporains. Notre cause est assez forte, assez belle pour nous dispenser d'être les auxiliaires ou les courtisans de personne. Ce n'est pas seulement à l'ombre des trônes antiques que la religion risque de ternir son éclat et sa pureté ; Pair du carrefour et du club ne lui vaut pas mieux que l'atmosphère des cours.

A qui faut-il encore démontrer que la source d'où coulent la plupart des pensées en vogue parmi nous est profondément suspecte ? Nous l'avons vu ; pendant que les uns cherchent à se séduire par un accomplissement monstrueux des images et des noms qu'ils empruntent au Christianisme avec les tendances et les instincts de la matière ; d'autres, plus sincères, nous montrent à un principe qu'il s'agit de faire prévaloir dans la société nouvelle et de substituer au principe chrétien. Il faut donc savoir fermer son oreille et son cœur aux suggestions perfides de ces faux prophètes, qui présentent à l'humanité le poison sous des dehors enchanteurs ; il faut imiter envers eux la prudence du serpent dont parle le Roi-prophète : *Sicut aspidis surda et obturantis aures suas que non exaudit vocem increpantium, et venefici incantantis sapienter.* Et quant à tous ces orgueilleux qui croient hériter du catholicisme et le remplacer attendons les attributs du temps. Le temps est avec nous et pour nous. Il imprimera le sceau de la durée à tout ce qu'il y a de légitime dans les besoins nouveaux, dans les réformes populaires, et il les ramènera doucement sous la discipline de la vérité éternelle. Quant au reste, quant aux théories insensées de ces révélateurs qui croient que l'homme a attendu le dix-neuvième siècle pour connaître ses droits et ses devoirs, aux prétendues conquêtes de l'idée humaine sur l'idée divine, le temps en fera justice, une prompte et complète justice. *Videtur caro quae fluit, insubstantialis.*

Assistons donc en paix à ce grand spectacle des justes de Dieu ; avec un tendre respect pour sa sainte volonté, avec une profonde sympathie pour tous les malheureux. Soyons compatissants envers les vaincus, quelque soit leur parti, car nous nous en risquons d'être vaincus nous-mêmes, si nous ne l'avons déjà été. Mais surtout soyons indépendants vis-à-vis des vainqueurs, quel que soit leur drapeau, car les victoires de l'homme ne sont jamais assez pures pour être durables.

Dieu seul est l'éternel vainqueur. Même ici-bas, il prépare sans cesse à ses ennemis des démentis sanglants et des abaissements inouïs. Notre siècle ne sera pas exempt de cette loi. Au contraire. Jamais les hommes et les doctrines ne se sont abattus avec une rapidité plus merveilleuse et plus légitime. Chaque jour les voix s'entendent les uns sur les autres au fond de cet abîme où l'on n'échappe à l'épouvante que par l'oubli, et que la main divine tient ouverte depuis la création du monde pour les révoltes et les folies de l'orgueil.

Ce 19 octobre 1848.

CHARLES DE MONTALEMBERT.

DE LA SITUATION POLITIQUE DE L'EUROPE.

C'est toujours une tâche difficile et hasardeuse que de vouloir esquisser la situation politique et religieuse des nations étrangères. Mais combien aujourd'hui cette tâche ne se complique-t-elle pas d'obstacles imprévus et de périls inaccoutumés ?

Nous ne chercherons pas d'ailleurs à le dissimuler. Pour nous dégager des étroites du présent, pour nous élever au-dessus des alarmes qui nous entourent et nous oppressent, il est besoin d'un effort particulier de résolution et de courage. Il y a dans les dangers du moment et dans les souffrances de la patrie un invincible et douloureux attrait qui nous attache au sol natal. Mais la grande loi de la solidarité humaine n'a jamais plus intimement uni les divers peuples de l'Europe, et la contre-coup incessant des secousses qui ébranlent les pays voisins, nous atteint presque aussi profondément que nos commotions intérieures elles-mêmes.

Quel spectacle est celui qu'offre le monde ! Si, dans les régions de la foi, des symptômes consolants se lèvent et apparaissent de loin, comme une aurore d'espérance, que de maux et que de désolations dans l'arène politique !

Une pensée cependant nous soutient. Ce n'est pas en vain que Dieu donne à la terre ces grandes et terribles leçons. Le chrétien doit assister à l'œuvre de la Providence, et en recueillir avec docilité les merveilleux enseignements. S'il ne sait pas encore à démentir le mystère, qu'il en contemple du moins les effets, qu'il médite le passé, et qu'il ouvre son regard vers l'avenir.

Es-ayons donc de nous rendre compte des faits. Dans l'ordre politique d'abord, dans l'ordre religieux ensuite, que voyons-nous ?

I. Jamais époque ne fut plus solennelle. Manifestement,

nous sommes arrivés à l'une de ces heures de crise où le gouvernement des sociétés change et se transforme. Le vieux monde s'en va.

L'édifice inauguré par la réforme, couronné par le traité de Westphalie, et tant bien que mal restauré par les Conventions de 1815, cet édifice écroule de toutes parts. Les querelles de maisons royales et les guerres de succession n'occupent plus la scène, le système de pondération lui-même contre lequel protestent la grandeur récente de l'Empire russe, la dissolution de l'Empire ottoman, la puissance des Etats-Unis d'Amérique, le réveil des nationalités et le développement des intérêts commerciaux et industriels, ce système n'existe plus quant à présent que pour l'histoire. La Sainte-Alliance et le Congrès de Vienne ne seront bientôt plus que des dates : l'une n'a pu contenir les flots montants des révolutions ; l'autre voit chaque jour déchirer sa feuille ses stipulations les plus habilement conçues. La création du royaume grec, la reconnaissance de la Belgique, la quadruple-alliance, le traité du 15 juillet 1840, l'incorporation de Cracovie, la violation de l'ancien pacte fédéral de la Suisse, ce sont là autant de coups mortels portés dans le domaine des faits à l'œuvre des diplomates européens.

Et dans la sphère des idées, la transformation est bien plus remarquable encore. De toutes les monarchies d'alors que reste-t-il ? L'empereur de Russie seul a gardé la plénitude de son autorité souveraine. L'Espagne, Naples, le Piémont, la Toscane, la Prusse, l'Autriche elle-même sont devenus des Etats constitutionnels. Un Parlement allemand siège à Francfort, rival et héritier de la Diète germanique. Rome a reçu du Souverain Pontife une Constitution. La France est une République démocratique.

Il y a un abîme entre 1814 et 1848. D'ailleurs on ne s'agit plus seulement de dépasser les bornes des frontières, de saluer la naissance ou la ruine des empires, de contempler les peuples qui viennent à la lumière et les dynasties qui s'éclipsent ; la lutte n'est plus exclusivement politique ; elle est sociale. La hache n'est pas seulement au pied des trônes, elle est à la base même de la société. La terre tremble ; les fondements de l'ordre intérieur sont à nu ; la propriété, la famille, la conscience, la liberté humaine sont violemment attaqués. Il semble qu'une invasion de barbares ait tout à coup surgi des bas-fonds de la société. L'Europe entière est en armes ; on ne discute qu'à l'ombre des baïonnettes ; on ne dort que sur l'affût des canons ; les saintes notions du droit de la justice sont contraintes à s'abriter sous le tranchant du glaive.

Tentons de distinguer les éléments d'un tel chaos et de voir clair dans cette mêlée, où le bien et le mal sont si étrangement confondus.

II. Au premier rang et partout, artisans les plus indifférents du désordre, disposant d'une force extraordinaire pour détruire, frappés d'une impulsion radicale pour édifier, apparaissent les démagogues. Des liens étroits les unissent d'un bout de l'Europe à l'autre ; leurs moyens sont les mêmes, leur but est identique. Ils marchent à la dictature de la monarchie par l'émeute et par l'assassinat. Ce sont les chefs des barricades de juin ; ce sont les égorgeurs du prince Léninski à Francfort, du comte de Lemberg à Pesth, du comte de Lutour à Vienne, du général de Brém à Paris ; ce sont les assassins de Pabbé Ximenès à Rome ; ce sont les spoliateurs des convents de Suisse, et les héros de l'enlèvement du saint Evêque de Fribourg.

Tandis que la portion la plus aveugle et la plus facile à entraîner de ce parti, cède aux suggestions redoutables et aux décevantes illusions adressées à son ignorance, à ses doutes et à sa faim ; les exécutés déclament dans les Parlements, écoutent de loin la sublime horreur de la canonnade, tyrannissent une capitale comme le communiste Borsch et le rongiste Schussek à Vienne, comme le socialiste Kossuth en Hongrie ; ou bien ils attisent la révolte, comme Mazzini en Italie.

Par eux-mêmes, disons-le, ils sont peu nombreux et ils ne pourraient aspirer qu'à un triomphe passager et sanguinaire. Aussi quand ils se démasquent et quand on les voit seuls ; ils soulèvent la juste colère des populations honnêtes. Malgré l'attrait de leurs funestes doctrines et l'appui terrible que leur prête la misère, ils seraient peu dangereux s'ils ne se rattachaient pas à un parti bien autrement nombreux qu'ils compromettent, qu'ils exploitent, qu'ils tyrannissent, et qui n'a le plus souvent Phéroïsme de se séparer d'eux que quand il est trop tard. Nous voulons parler du faux libéralisme.

III. On ne voudra pas croire, dans cinquante ans d'ici, à l'immense puissance que le faux libéralisme a mise au service des démagogues. On ne croira pas à la naïve candeur, ou plutôt à l'aveugle faiblesse avec laquelle des hommes honnêtes, des esprits élevés sous beaucoup de rapports, quelquefois des cœurs sincères et droits, ont consenti à subir la domination et à faire les affaires de ce qu'il y a de plus violent et de plus illibéral parmi les révolutionnaires.

Nous nous abstiendons de rien dire de la France ; les faits parlent assez haut. Mais qu'on regarde la Diète de Vienne, qu'on la voie, gémissant sous l'oppression de quelques fureurs, les protégés de l'autorité de son nom, appeler pour eux les populations aux armes et étendre sur leurs excès le manteau de sa légalité ! Quel exemple que les hommes éminents du libéralisme hongrois se traitant à la remorque du socialisme et n'osant pas sévir contre les meurtriers du comte de Lemberg ! Quelle douloureuse leçon pour les partisans sincères de la liberté italienne, que de voir l'abbé Gioberti, réunissant à Turin ce prétendu Congrès national où les voix les plus nombreuses réclament l'abolition de la royauté et du principat dans la péninsule ! Tout le monde n'a pas le courage, comme le comte Balbo dans le Parlement piémontais, de se lever presque seul contre les décrets de prescription qui frappent les congrégations religieuses. Et combien est rare la force d'âme de ce député de Mannheim, M. Bassermann, qui long-temps chef de l'opposition la plus avancée au Pays de Bade, a rompu d'une manière éclatante devant le parlement de Francfort avec ses anciens adhérents, en leur jetant, à propos des horreurs commises à Vienne et à Prague, ces terribles paroles : « Votre liberté est due venue la liberté du crime. Voici la vieille tyrannie qui revient : que celui d'entre vous qui veut combattre pour la liberté